

Contexte

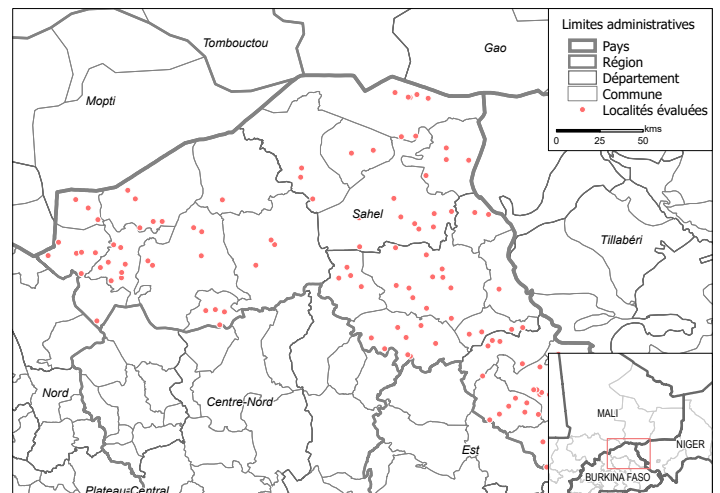
Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles¹. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Il permet de collecter des informations au sujet de localités accessibles, difficiles ou hors d'accès situées dans ces départements. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau de la localité, de la province et de la région². Elles sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de la province ont été évaluées. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans les provinces de la région du Sahel. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse.

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Sahel⁴:



Provinces	# total de localités ³	# total de localités évaluées	Couverture
Oudalan	286	26	9,1%
Seno	321	31	9,7%
Soum	485	41	8,45%
Yagha	263	33	12,5%
Total	1 355	131	9,7%

IC ayant visité la localité au cours du mois précédent

167

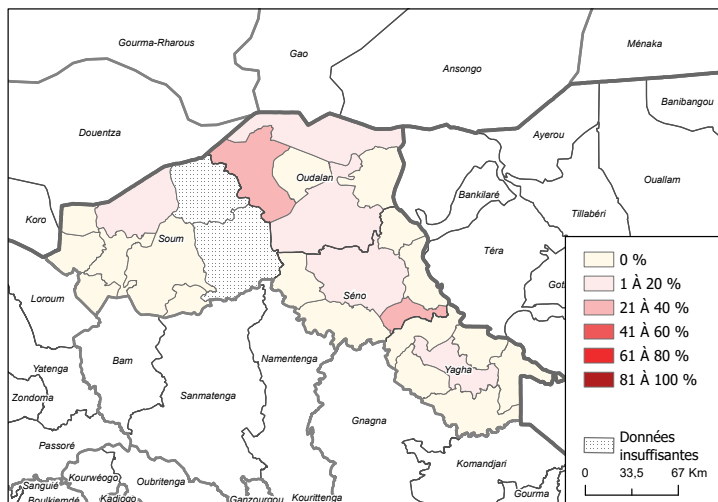
IC ayant eu un contact (face-à-face / par téléphone) avec la localité au cours du mois précédent

2

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données couvrant la région du Sahel ayant eu lieu entre le 12 et le 30 avril 2021. Au total, **169 IC** ont été consultés et **131** localités ont été évaluées. Sauf indication contraire, les réponses apportées par les IC se réfèrent à la majorité de la population de la localité dans une période de trente jours précédant l'entretien avec l'IC. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». **La couverture actuelle de l'évaluation est limitée, et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs³.**

→ Dynamiques de déplacement

% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'arrivée de personnes déplacées internes (PDI) et/ou réfugiées :



Dans **7%** des localités évaluées, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 derniers jours⁵. Les IC ont rapporté l'arrivée de retournés dans **14%** des localités au cours des 30 derniers jours.

Les provinces d'origine des PDI les plus citées sont le Soum (**26%**), le Yagha (**25%**) et le Seno (**22%**)⁶.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence des groupes de population suivants⁷ :

Personnes non déplacées	98%	
Personnes déplacées internes	87%	
Retournés ⁸	27%	
Réfugiés	2%	
Rapatriés ⁸	0%	

Raisons les plus citées pour expliquer la présence de PDI dans la localité^{6 7} :

Violence dans la localité de départ	89%	
Déplacement préventif	6%	
Insécurité alimentaire dans la localité de départ	1%	

Raisons les plus citées pour expliquer que des membres de la population non déplacée ne se soient pas déplacés^{6 7} :

Ne voulait pas partir	49%	
Aucune raison de partir	39%	
Peur de voyager	2%	

1. REACH. Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, novembre 2019.

2. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne ou par téléphone.

3. Sur l'ensemble de cette fiche, dans les graphiques circulaires, la catégorie « Autre » correspond à l'ensemble des réponses « Pas de consensus », « Ne sait pas », « Ne souhaite pas répondre ».

4. Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), Institut National de la Statistique, 2012.

5. Dans toute la fiche d'information, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.

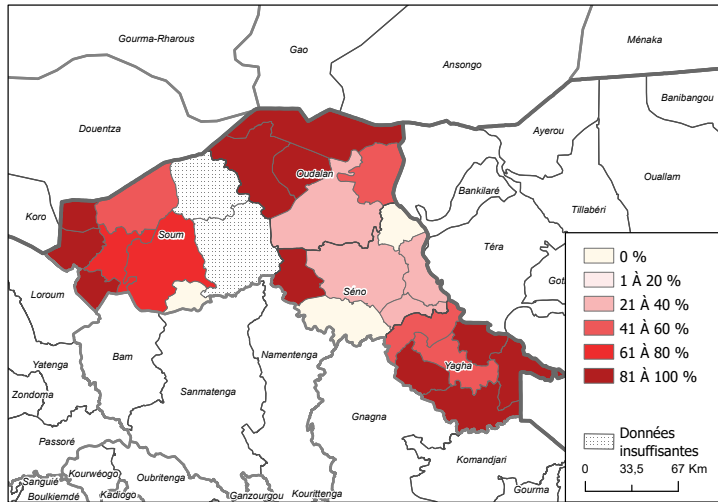
6. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 derniers jours.

7. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

8. Les retournés sont des personnes auparavant déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais

Sécurité alimentaire

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :

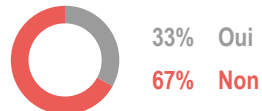


Dans **63%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours.

Raisons les plus citées pour expliquer que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture⁹ :

Accès non sécurisé aux terres et aux cours d'eau	87%
Raisons prix élevés / manque d'argent	42%

% de localités évaluées où une partie de la population a reçu une assistance alimentaire (humanitaire / gouvernementale) :



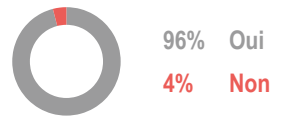
Principales sources de nourriture les plus citées pour la majorité de la population⁷ :

Achetée avec de l'argent	64%
Production propre (cultivée)	28%
Aide humanitaire / gouvernementale	1%

Stratégies les plus souvent citées pour pallier l'insuffisance de nourriture disponible pour la majorité de la population⁷ :

Diminuer la quantité consommée pendant les repas / pendant la journée	80%
Diminuer les quantités consommées par les adultes au bénéfice des enfants	47%
Consommer des aliments moins chers et moins préférés	25%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à un marché à distance de marche¹⁰ :



Principales barrières d'accès aux marchés la plus souvent citée¹¹ :

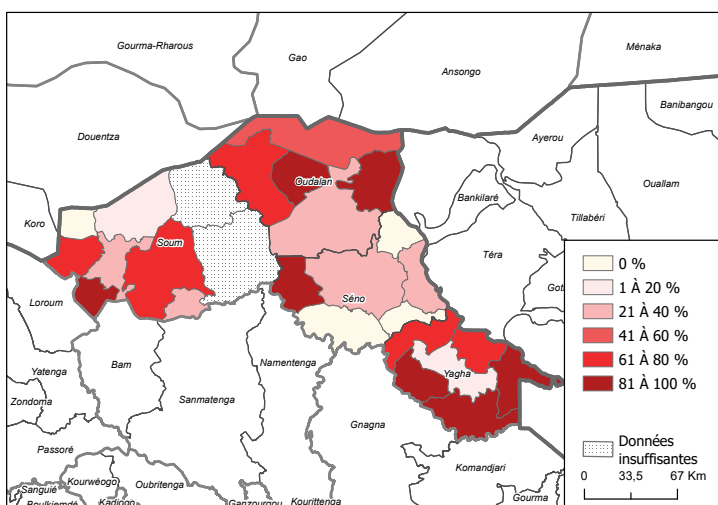
Insécurité	80%
Le marché était fermé	20%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales¹² :



Moyens de subsistance

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels :



Dans **49%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours.

Principales sources de revenus les plus citées pour la majorité de la population⁷ :

Elevage / vente de produits d'élevage	91%
Commerce	78%
Transfert d'argent	28%

Principales raisons les plus citées pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels⁷ :

Insécurité	94%
Pas d'accès à du capital pour démarrer une activité (ex : AGR ¹⁴)	3%
Pas d'opportunité de travail journalier	3%

Activités de subsistance les plus citées comme ayant été perturbées pour la majorité de la population¹³ :

Elevage de bétail	80%
Migrations saisonnières	67%
Orpaillage	58%

retournées dans leur localité d'origine. Les rapatriés sont des personnes auparavant déplacées dans un pays autre que leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.

9. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours.

10. La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

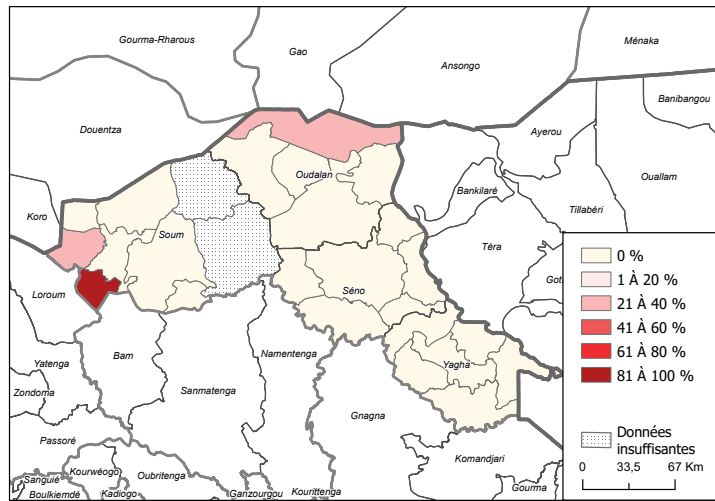
11. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population n'avait pas accès à un marché à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

12. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population avait accès à un marché à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

13. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la

 Santé et nutrition

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche :



Dans **4%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche¹⁰ au cours des 30 derniers jours.

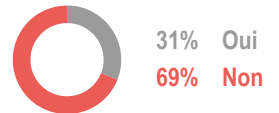
Principales barrières d'accès aux services de santé les plus citées^{7 15} :

Les infrastructures sont fermées (insécurité)	40%
Pas / plus de travailleur de santé dans la zone	20%
Insécurité sur le trajet menant à l'infrastructure de santé	20%

Types de services de santé les plus cités comme étant les plus utilisés par la majorité de la population^{7 16} :

Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS)	99%
Centre Médical (CM)	2%
Centre de santé communautaire / Santé mobile / Poste de Santé Avancé (PSA) (ONG) - BFA	2%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté qu'il existait un dispositif de prise en charge des malades critiques :



Principaux problèmes de santé les plus souvent cités pour la majorité de la population de la localité⁷ :

Paludisme	66%	
Pneumonie et autres problèmes respiratoires	21%	

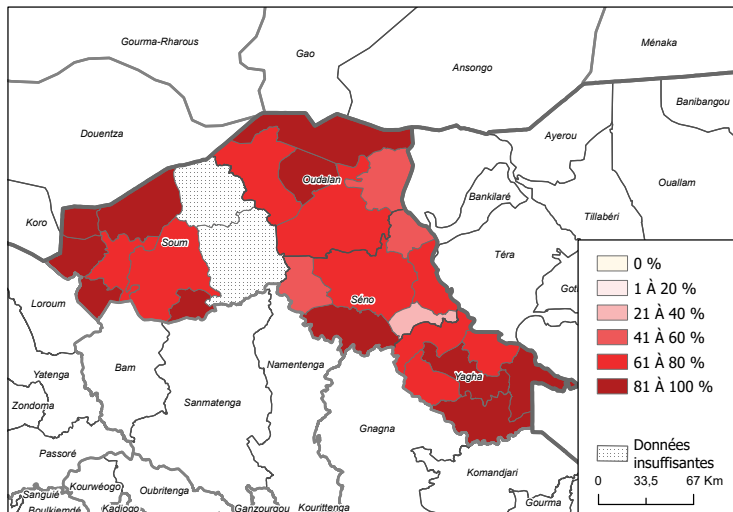
Les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche¹⁰ dans **95%** des localités évaluées au cours des 30 derniers jours.

Programmes nutritionnels les plus cités comme étant accessibles^{7 17} :

Prise en charge de la malnutrition modérée des enfants	97%
Dépistage précoce	78%
Prise en charge de la malnutrition modérée des femmes enceintes et allaitantes	68%

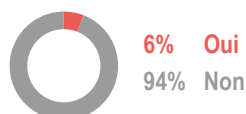
Eau, hygiène et assainissement (EHA)

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage :

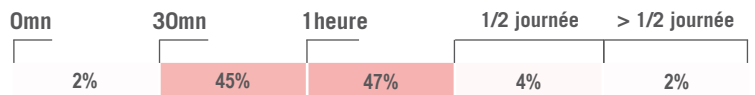


Dans **80%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau au cours des 30 derniers jours.

% de localités évaluées où des personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence pour des raisons sécuritaires :



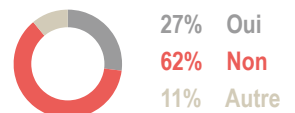
% de localités évaluées par temps nécessaire pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau :



Articles non alimentaires (EHA) les plus cités comme étant indisponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin^{7 18} :

Articles hygiène / femme	3%	
Articles hygiène / bébé	2%	

% de localités évaluées où la majorité de la population utilisait des latrines¹⁹ :

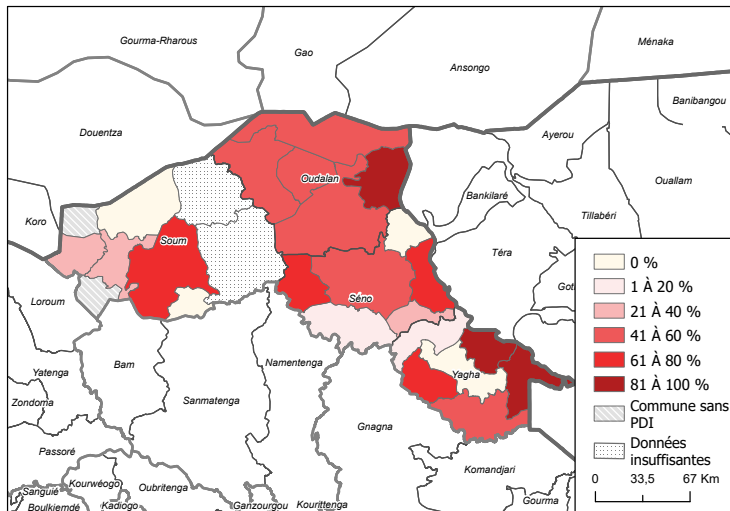


Principales raisons les plus citées pour lesquelles la majorité de la population n'utilisait pas de latrines²⁰ :

Latrines insuffisantes	77%	
Pas de latrine	19%	

Abris et articles non alimentaires

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates^{6 21} :



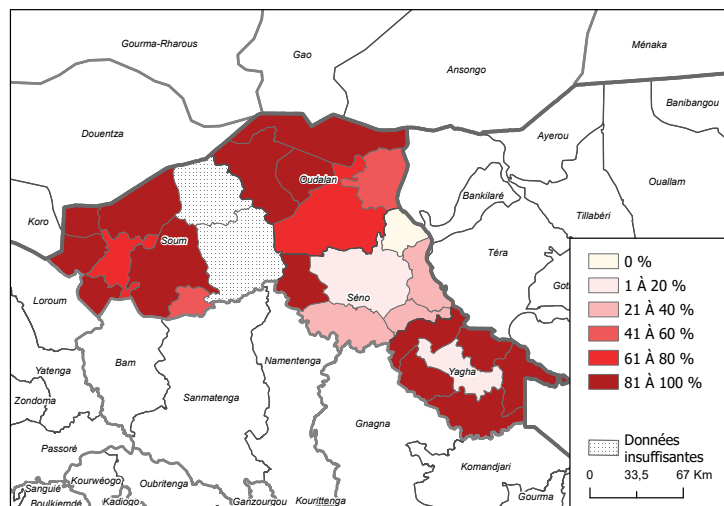
Dans **42%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates²⁰ au cours des 30 derniers jours.

Principales raisons les plus citées expliquant que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates^{7 21 22} :

Manque d'espace fermé pour garantir l'intimité et la protection	88%
Quartier ou aire non sécurisée	6%
La zone choisie ne permet pas l'exercice de l'activité de subsistance (agriculture / élevage)	2%

Education

% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁰ :



Dans **73%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours¹⁰.

Les services éducatifs formels étaient les principaux services auxquels la population en âge scolaire (6-17 ans) avait accès dans **100%** des localités évaluées²⁴.

% de localités évaluées par type d'abri et groupe de population⁶ :

Type d'abris	Non déplacés	PDI
Maison en dur (bois, brique, banco)	100%	52%
Case traditionnelle	0%	1%
Habitat en paille	0%	4%
Abris de transition	0%	8%
Bâtiment inachevé / abandonné	0%	0%
Ecole	0%	0%
Abri d'urgence ²³	0%	0%
RHU (unité d'hébergement pour déplacés)	0%	5%
Bâtiment public (hors école)	0%	0%
Abri de fortune ²³	0%	16%
Constructions non disposées au logement	0%	0%
Concession (maison, location)	0%	1%
Tente traditionnelle	0%	1%
A l'air libre	0%	0%
Autre	0%	12%

Articles ménagers essentiels (AME) les plus cités comme étant indisponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin^{7 18} :

Bidon	20%	
Moustiquaire	17%	
Articles de couchage	17%	

Principales raisons citées pour lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche^{10 25} :

Il n'y a pas / plus d'enseignant dans la zone	87%	
Les enseignants ont arrêté de travailler	6%	
Insécurité sur le trajet de l'école	1%	
Les infrastructures scolaires sont détruites (attaques ou intempéries)	1%	

Stratégies d'adaptation des jeunes en âge scolaire (6-17 ans) pour continuer à apprendre en cas d'indisponibilité des services éducatifs les plus citées²⁵ :

Aucune stratégie	76%	
Envoi des élèves vers une zone plus sécurisée	19%	

Occupations des jeunes en âge scolaire (6-17 ans) en cas d'indisponibilité des services éducatifs les plus citées²⁵ :

Travail à la maison	56%	
Loisirs / aucune activité	26%	
Travail en dehors de la maison	14%	

19. Pourcentage de localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population utilisait des latrines au cours de 30 derniers jours, qu'elles soient privées, publiques ou partagées.

20. Pourcentage de localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population utilisait des latrines au cours de 30 derniers jours, qu'elles soient privées, publiques ou partagées.

21. La définition de "conditions adéquates" est laissée à la discrétion des IC.

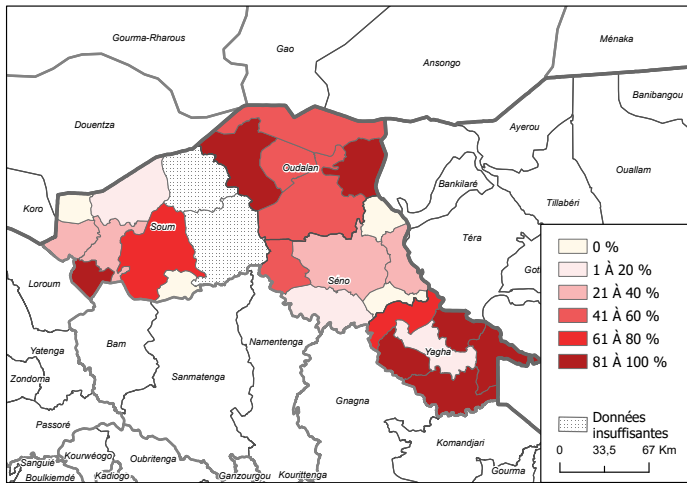
22. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité des PDI de la localité ne vivaient pas dans des conditions adéquates au cours des 30 derniers jours.

23. Les abris d'urgence sont des abris distribués par la communauté humanitaire. Les abris de fortune sont des abris construits par les membres de la communauté à partir de matériaux locaux pour pallier le manque d'abris.

24. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire pouvait accéder à des services éducatifs à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

Protection

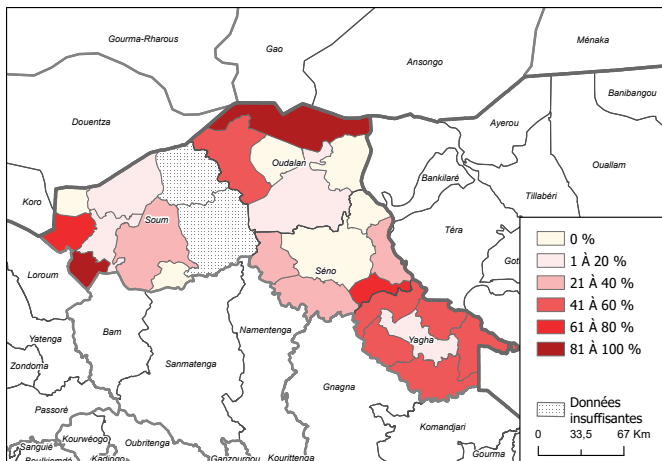
% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité :



Les IC ont rapporté dans **48%** de localités évaluées que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 derniers jours.

Communication

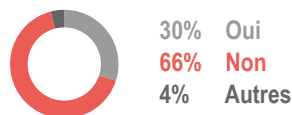
% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone :



Dans **31%** de localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information quant à l'assistance humanitaire disponible dans la zone au cours des 30 derniers jours.

Redevabilité

% de localités évaluées dans lesquelles une partie de la population a bénéficié d'une assistance humanitaire :



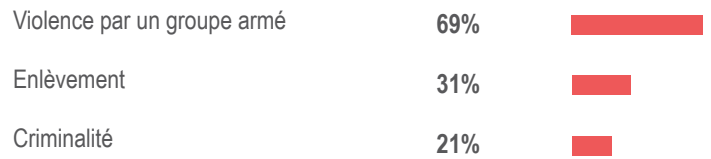
Principaux secteurs dans lesquels la population aurait besoin d'une intervention, par province (en % de localités évaluées)²⁸ :

Provinces	Sécurité alimentaire	Moyens de subsistance	EHA	Santé	Nutrition	Biens non alimentaires	Abris	Protection	Education	Communication	Cash sans condition
Oudalan	73%	23%	50%	35%	0%	0%	8%	54%	15%	0%	12%
Soum	98%	15%	73%	17%	0%	7%	0%	17%	39%	0%	12%
Yagha	97%	39%	42%	18%	0%	6%	9%	33%	6%	0%	30%
Seno	77%	26%	58%	6%	0%	13%	13%	13%	6%	0%	19%

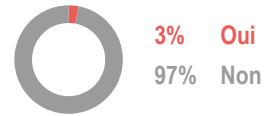
25. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche.

26. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'assistance humanitaire disponible au cours des

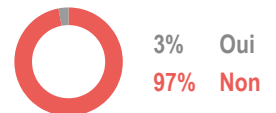
Principaux risques en matière de protection pour la majorité de la population les plus cités⁷ :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés :



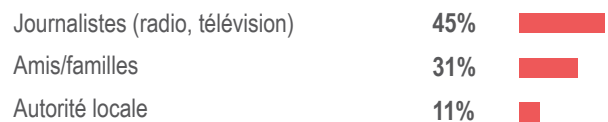
% de localités évaluées où u moins une personne était informée / sensibilisée sur comment repérer, reconnaître, éviter et/ou réagir face à un engin explosif / IED



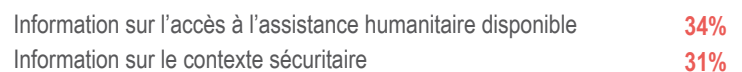
Sources d'information générale les plus citées comme utilisées par la majorité de la population :



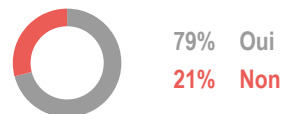
Pourvoyeurs d'information générale les plus cités pour la majorité de la population :



Types d'information les plus cités comme étant les plus utiles à la population²⁶ :



% de localités évaluées où le réseau téléphonique était accessible et stable :



Raisons les plus citées pour lesquelles la majorité de la population n'était pas satisfaite de l'assistance humanitaire reçue²⁷ :



30 derniers jours.

27. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'était pas satisfaite de l'assistance humanitaire reçue.

28. Les IC ne pouvaient sélectionner que 3 secteurs prioritaires.